

Le géant invisible et l'avenir de l'insécurité alimentaire

Par **Samuel Morneau**

Nous sommes la farine dans votre pain, le blé dans vos nouilles, le sel sur vos frites. Nous sommes le maïs dans vos tortillas, le chocolat dans votre dessert, l'édulcorant dans votre boisson gazeuse. Nous sommes l'huile dans votre vinaigrette et le bœuf, le porc ou le poulet que vous mangez pour dîner. [...] (Kneen, 2002, traduction libre, prospectus de Cargill)

La sécurité alimentaire est un enjeu politique d'importance autant aux yeux des acteurs internationaux que de ceux de la société civile. C'est aussi, d'où l'intérêt de ce texte, un problème dont l'ampleur est de plus en plus considérée depuis la crise financière et alimentaire des années 2007 et 2008. L'insécurité alimentaire est caractérisée par un accès inadéquat ou instable à une quantité suffisante de nourriture pour un individu, que cette situation soit constante ou variable, en raison de conditions financières ou d'absence d'autres ressources. Il est possible de parler d'insécurité modérée lorsqu'il y a une baisse de la quantité ou de la qualité de nourriture ingérée à certains moments d'une année considérée, cette situation ayant des effets négatifs sur la santé, alors qu'il s'agit plutôt d'insécurité sévère lorsque l'accès à la nourriture est absent ou extrêmement instable, causant parfois des problèmes graves de santé (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2019). La sécurité alimentaire, de façon logique et dans sa forme la plus simple, suppose que ce type d'instabilité d'accès à de la nourriture est inexistant chez un individu et qu'il est ainsi en mesure de manger à sa faim et d'obtenir les nutriments nécessaires à son bien-être. Le contexte actuel, qui est caractérisé depuis 2015 par une augmentation à la fois de l'insécurité alimentaire sévère et de l'insécurité totale, respectivement de 7,9 à 8,7 % (Banque Mondiale, 2020) et de 23,5 à 25,4 % (Banque Mondiale, 2020), et par une augmentation de la malnutrition autant de façon absolue (Our World in Data, 2020) que relative à la population mondiale (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2020), s'observe en parallèle au rôle de plus en plus important d'un nombre de plus en plus restreint de grandes entreprises agricoles, qui pourtant produisent des quantités

toujours plus grandes de marchandises agricoles. En 2008, les récoltes mondiales de cultures comestibles permettaient théoriquement une distribution de 4 600 kcal par personne par jour. Dans les faits, après l'approvisionnement du bétail, les mauvaises pratiques d'entreposage et une distribution inefficace, à peine 2 000 kcal demeuraient disponibles par personne par jour, soit une quantité inférieure à la moyenne nécessaire pour un adulte (Friends of the Earth Europe, 2017). En suivant cet ordre d'idées, il apparaît pertinent de se questionner sur la possibilité que la distribution de nourriture soit plus problématique que la production en soi, et sur le rôle des entreprises dans le maintien d'une structure qui encourage l'insécurité alimentaire afin d'assurer une maximisation des profits et du contrôle sur le secteur agricole. Aucune entreprise ne se prête alors mieux à cette analyse que Cargill, un géant américain du commerce agricole mondial en opération depuis 1865.

Cargill, et l'agriculture qui englobe le monde

Les caractéristiques de Cargill et les méthodes que l'entreprise emploie permettent d'observer aisément en quoi elle est un des piliers du système agricole mondial actuel, et ainsi en quoi elle joue un rôle concret dans la crise alimentaire de 2007-2008 mais aussi dans le maintien d'un niveau d'insécurité alimentaire inacceptable. Cargill est une entreprise privée transnationale établie aux États-Unis, la plus grande entreprise privée américaine en termes de revenus, qui, en 2016, employait 155 000 individus dans 70 pays (Cargill, 2020). En tant qu'entreprise privée, elle est majoritairement à l'abri des influences politiques gouvernementales, internationales et provenant d'investisseurs, et gère donc ses opérations au-delà d'une conception nationale du commerce, en investissant et s'adaptant (dans une logique purement économique) au contexte agricole local afin de déterminer sa production. Cargill cherche donc à s'implanter dans un maximum de pays où les opérations peuvent être profitables et à effectuer les opérations commerciales dans ces différents pays, plutôt que de se contenter d'exporter des États-Unis. La vision transnationale de Cargill est reflétée dans les mots d'un de ses administrateurs :

Cargill produit de l'engrais phosphaté à Tampa, en Floride. Nous utilisons cet engrais aux États-Unis et en Argentine pour cultiver notre soja. Le soja est ensuite transformé en farine et en huile. La farine est expédiée en Thaïlande pour nourrir les poulets, qui sont transformés, cuits et emballés pour être renvoyés dans les supermarchés au Japon et en Europe. (Kneen, 2002, traduction libre)

À elle seule, l'entreprise générait en 2012 des revenus de 133 milliards de dollars américains et contrôlait 45 % du commerce mondial de grains et 25 % du commerce mondial de l'huile de palme, 42 % des exportations de maïs américain, 30 % des exportations de soja et 20 % des

exportations de blé, le troisième plus grand transformateur de viande du globe, en plus d'être l'exportateur majoritaire de sucre et de soja au Brésil (Sojamo et Archer Larson, 2012, Friends of the Earth Europe, 2017). La caractéristique principale de Cargill, ou du moins la plus intéressante dans le contexte actuel, est son intégration verticale quasi-parfaite qui accorde à l'entreprise son pouvoir de négociation sur les fermiers, producteurs et vendeurs maintenant une relation d'affaires avec elle. En effet, dans pratiquement toutes les marchandises dans lesquelles elle investit, l'entreprise contrôle tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, de l'apport en alimentation pour bétail à la vente privilégiée aux supermarchés (EcoNexus, 2013). Cargill fournit aux fermiers l'engrais, les graines et l'alimentation pour le bétail dont ils ont besoin, dirige, à travers les contrats qu'elle maintient avec ses propres filiales ou de petits fermiers, la production sur les terres qu'elle loue, achète, transporte, entrepose et transforme lorsque nécessaire la production susmentionnée, puis exporte ou vend aux supermarchés avec lesquels elle entretient des relations privilégiées. Par-dessus l'ensemble des étapes qu'elle contrôle déjà, l'entreprise effectue aussi de larges opérations financières, particulièrement dans l'achat et la vente de contrats sur les marchés à terme, où elle s'engage à livrer ou acheter dans l'avenir une quantité de marchandises agricoles à un prix prédéterminé, et dans l'investissement au sein du secteur agricole. Ses filiales financières effectuent aussi des services spéculatifs et de réduction du risque. À cet ensemble vertical viennent s'ajouter les nombreux moulins, entrepôts, bateaux et aménagements portuaires qui appartiennent à Cargill et sont parfois les seules infrastructures agricoles dans certaines régions spécifiques, qui complètent ainsi un réseau d'information puissant couvrant tous les niveaux de production et de financement des marchandises agricoles. Il existe donc une réelle domination du système agricole dans les marchandises agricoles que produit Cargill, qui est exercée sur les petits fermiers et le système alimentaire de façon générale.

Une mise en situation permet de mieux visualiser l'organisation de l'entreprise. D'abord, Cargill utilise son vaste réseau d'information afin de déterminer s'il est profitable de produire ou transformer une commodité spécifique dans un endroit spécifique en fonction des facteurs qui y sont disponibles et du risque associé. L'entreprise loue ensuite, ou achète dans les rares cas où cela présente un avantage marqué, un ensemble de terres grâce à ses filiales d'investissement et apporte un capital de départ qui rend les opérations possibles. Elle entre ensuite en contrat avec des fermiers qui acceptent de produire pour Cargill en supportant les risques relatifs aux maladies, problèmes de production ou désastres naturels pouvant influencer la productivité, déresponsabilisant Cargill et déplaçant le risque sur des populations plus vulnérables. Cargill vend ensuite les intrants nécessaires à la production aux fermiers à un prix premium, allant jusqu'à accorder un prêt sous conditions aux fermiers incapables de s'approvisionner par

exemple en bétail et, lorsque la production arrive à terme, rachète les marchandises produites à un prix faible. Ce prix est souvent établi sur les marchés à terme, qui permettent à l'entreprise d'obtenir le prix le plus bas en fonction du contexte de production lorsqu'elle achète et le prix le plus haut lorsqu'elle vend. Certaines denrées, telle l'huile de palme, exigent que les fermiers utilisent les installations appartenant à Cargill, les moulins par exemple, puisqu'aucune autre installation n'est disponible, en empêchant les fermiers de s'extirper de ce type de situation d'exploitation. Cargill gère ensuite le transport et l'entreposage des marchandises, qu'elle conserve lorsqu'elle est en négociation sur les prix ou lorsqu'elle désire hausser leur prix sur les marchés à terme, et redistribue lorsque nécessaire vers ses installations de transformation. Elle vend pour finir ses marchandises non transformées à des entreprises comme Kraft, Unilever ou Nestlé, et ses produits transformés à des supermarchés avec lesquels elle maintient des contrats avantageux pour elle. Tout au long de ce processus, l'entreprise utilise ses filiales financières afin de pratiquer de la spéculation financière ou autres opérations de marché, et ainsi augmenter les prix à la vente, et afin de réduire au plus bas le risque qu'elle encourt en produisant. Elle vend aussi divers services de consultation agricole et des dérivés financiers attachés à sa production agricole qui lui rapportent une large part de son revenu annuel. Ces opérations ne soulèvent pas d'indignation populaire car elles sont pour la plupart invisibles au public. Cargill fait en effet tout en son pouvoir afin de demeurer invisible, que ce soit en conservant le nom des très nombreuses filiales qu'elle achète et fusionne à sa firme, en vendant rarement directement aux consommateurs qui pourraient voir son logo, ou en négociant des conditions politiques et économiques avantageuses à travers ses filiales ou des associations comme l'Association nord-américaine d'exportation des céréales (Kneen, 1999). Cargill est donc un géant tentaculaire dont l'emprise est invisible mais inéluctable, dont l'objectif est de consolider sa puissance sur le système agricole mondial à tous les niveaux.

La crise

La crise alimentaire de 2007-2008 a été une catastrophe pour la sécurité alimentaire. Les prix moyens entre 2006 et 2008 ont augmenté de 217 % pour le riz, de 136 % pour le blé, de 125 % pour le maïs et de 107 % pour le soja (Murphy, Burch et Clapp, 2012). À la fin de 2007, l'indice des prix alimentaires du *Economist* étaient à leur plus haut niveau depuis 1845, avec une augmentation moyenne du prix des aliments de 75 % depuis 2005 et les réserves de grains à leur plus bas niveau jamais enregistré, soit 54 jours. (Philip, 2009). Dans un contexte d'accès inégal à une quantité de nourriture suffisante, il apparaît immédiatement logique que la situation ait eu un effet disproportionné sur l'insécurité alimentaire. Cependant, Cargill affichait au

deuxième trimestre de 2008 une augmentation des profits de 62 % comparativement au même trimestre de l'année précédente (Holt-Giménez et Shattuck, 2009). L'année 2008 a été pour Cargill une année record en termes de profits, alors même que certaines estimations indiquent qu'entre 50 % et 80 % des individus en situation de malnutrition chronique sont des fermiers (Hoffman, 2013) qui produisent pourtant les mêmes marchandises agricoles. L'année 2011, autre année d'instabilité des prix des aliments, fut aussi pour Cargill une année de revenus record, cimentant l'idée que l'entreprise est en mesure de profiter de la volatilité des prix qui touche à la fois consommateurs et petits producteurs (Murphy, Burch et Clapp, 2012). En effet, avec le changement des habitudes alimentaires grâce à la diffusion occidentale et du niveau de vie moyen dans les pays considérés en développement, il y a eu une forte augmentation de la demande de la viande. Cette demande nouvelle sous-entend une augmentation des besoins en alimentation pour bétail, produite à partir de céréales, et donc une augmentation du prix des intrants dans la fabrication de la viande. Parallèlement à cette augmentation, la croissance rapide avant la mi-2008 du prix du pétrole et de la valeur des huiles comme l'huile de soja ou de palme a influencé de manière draconienne le coût des intrants dans la production agricole de façon générale, que ce soit de par les coûts de transport ou sur les prix à la vente. La fabrication accrue des biocarburants a aussi entraîné une hausse importante de la valeur du maïs et du soja sur les marchés, les estimations les plus cohérentes proposant d'ailleurs que 30 % de l'augmentation des prix des aliments est attribuable à la fabrication de biocarburants. Selon les chiffres avancés par Oxfam, une augmentation des prix moyens en nourriture de 1 % équivaut à 16 millions d'individus de plus en situation de faim chronique, ce qui signifierait ici 480 millions d'individus pendant la crise (Murphy, Burch et Clapp, 2012). Le dernier élément, qui était aussi un des plus importants moteurs de la crise financière, concerne la dérégulation des marchés, ici particulièrement concernant les marchés à terme, l'échange de dérivés financiers où la valeur des marchandises est attachée à une assurance quelconque et la spéculation financière sur la production agricole. Un exemple frappant du rôle des marchés à terme et financiers sur la production agricole est qu'en 2015, alors que la production physique mondiale de maïs était de 968 millions de tonnes, la vente sur les marchés à terme concernait 10 553 millions de tonnes de maïs (Friends of the Earth Europe, 2017).

Alors même qu'environ 85 % de la production agricole est consommée à l'intérieur du pays qui la produit, la simple ampleur des échanges concernant les marchandises agricoles sur les marchés financiers fait en sorte que les marchés boursiers déterminent le prix d'une denrée (EcoNexus, 2013). Les fermiers, eux, en tant que consommateurs de produits industriels, tels les engrais, et en tant que producteurs de matériaux bruts peu chers, font face à un désavantage structurel lourd puisqu'ils ne déterminent pas ces prix de marché, et finissent par ne capturer

en moyenne qu'environ 20 % de la valeur du dollar de la production agricole. (Holt-Giménez et Shattuck, 2009). Cargill joue, sans surprise, un rôle à tous les niveaux de production ayant contribué à l'émergence de la crise alimentaire. L'intégration verticale baisse les prix de vente des fermiers, leur impose des risques augmentés, augmente les prix de vente pour Cargill, et crée une volatilité voire une explosion rapide des prix en grande partie à travers les opérations sur les marchés financiers. Au final, alors même que les fermiers et les populations en situation d'insécurité alimentaire sont négativement influencés par les actions de l'entreprise et par la crise alimentaire, Cargill profite de la volatilité des prix et de l'absence de réglementations, qu'elle a pu et su exploiter en utilisant ses réseaux d'informations pour maximiser ses profits sur les marchés à terme. Le réel problème est que Cargill, avec les autres entreprises agricoles semblables, demeure un moteur de développement pour les prochaines crises alimentaires.

Ainsi, les difficultés d'approvisionnement causées par la diversion de terres anciennement utilisées pour la production locale de nourriture, l'homogénéité grandissante des cultures en fonction des saisons ou régions géographiques qui limitent l'accès à d'autres cultures et érodent la terre, l'absence de réglementations qui permet de siphonner les ressources locales, autant en main-d'œuvre que naturelles, la concentration extrême des moyens de production et de négociation ainsi que les inégalités et abus qui contraignent les populations locales à maintenir et à encourager ces situations précaires sont toutes des conséquences naturelles du système agricole actuel maintenu par Cargill. Ces conséquences feront sans aucun doute partie de la liste des causes de la prochaine crise, tout comme la financiarisation du monde agricole qui pousse à la spéculation et à l'utilisation des marchés à terme. L'effet environnemental et sur les populations, à long terme, ne fera qu'aggraver les problèmes actuels et la responsabilité de Cargill. Au Brésil, il est estimé que 11 personnes sont déplacées de leurs terres pour chaque personne employée dans l'industrie du soja, dont Cargill est l'exportateur majoritaire, et ces individus sont poussés vers la forêt amazonienne, où ils déforestent pour tenter de subvenir à leurs besoins (Murphy, Burch et Clapp, 2012). Ce type de logique d'exploitation entraîne une chaîne d'événements insoutenables à long terme autant pour la sécurité alimentaire que pour la survie en général des êtres humains.

La crise alimentaire de 2008 a entraîné une prise de conscience, autant dans les pays pauvres que riches, à savoir que le système actuel d'approvisionnement et de distribution de nourriture est insuffisant afin de garantir la sécurité alimentaire. Ce constat a mené quant à lui à une tentative de réglementation de certains marchés financiers concernant les marchandises agricoles, par exemple à travers Dodd-Frank qui tente de réduire le risque et donc la volatilité et d'augmenter la transparence. Plus important encore, cette prise de conscience a mené à

un plus grand investissement et à plus d'achats de terre agricoles à l'étranger afin d'assurer une forme de sécurité agricole, surtout chez les pays possédant peu de terres arables, et à l'entreposage de ressources agricoles produites en surplus. Cette réponse n'est cependant pas une solution soutenable à long terme, puisqu'elle encourage la surproduction qui dégrade les terres afin d'entreposer des surplus et pousse à l'accaparement des terres au sein de pays qui arrivent déjà difficilement à assurer leur propre subsistance (Murphy, Burch et Clapp, 2012). De plus, les entreprises qui offrent cette production accrue sont enfin les mêmes qui créent une pression énorme à la productivité accrue afin de répondre à cette demande nouvelle, ce qui s'effectue au détriment d'une gestion responsable à long terme. Le système de production et de distribution demeurant inchangé, Cargill peut accumuler des richesses énormes, alors même que les nations surenchérisent sur un système agricole qui les mènera à leur perte. Peut-être que les changements structurels nécessaires à l'assurance d'une sécurité alimentaire mondiale seront enclenchés lorsque les pays occidentaux seront plus durement touchés par l'insécurité, ce qu'ils vivront de façon de plus en plus importante si le système actuel continue de pousser vers une concentration des intérêts de marché et vers une déréglementation du secteur agricole.

Et qu'en est-il de la résistance ?

Malgré le rôle important de Cargill, et donc des autres entreprises semblables, dans le maintien de structures économiques et commerciales qui encouragent l'insécurité alimentaire et qui nécessite donc une réponse concertée et efficace, l'implication des organisations internationales et transnationales est généralement inconséquente. Il semble cependant qu'une certaine part des résistances locales et nationales aient eu un effet sur les opérations de Cargill. Les Zaibatsu, de gigantesques conglomérats entretenant des liens directs avec le gouvernement japonais, ont en effet opposé une énorme résistance à Cargill qui, lorsque combinée aux politiques d'auto-suffisance agricole du gouvernement et aux réticences du gouvernement lui-même d'accorder des privilèges économiques à l'entreprise, ont freiné pendant 50 ans toute vraie forme d'implantation de Cargill au pays ; la multinationale faisait en effet du commerce avec le Japon, mais pas au sein du Japon (Kneen, 2002). Des résistances indiennes locales se sont manifestées, quant à elles, par des paysans, qui en 1993 ont brûlé et détruit certaines installations de Cargill afin de bloquer la domination de graines de tournesol transgéniques, et une marche du sel à la date même de celle de Gandhi et accompagnée de mesures juridiques visant à bloquer un projet de mine de sel, menant à un ralentissement de plusieurs années dans les deux projets mais à un échec ultime de la résistance (Kneen,

2002). La patience de l'entreprise, ses capacités économiques, son propre lobbying local et le lobbying du gouvernement américain à sa demande font en sorte que presque toutes les formes de résistance finissent par être inefficaces et ce, peu importe le niveau d'organisation.

Une des plus grandes réussites s'observe cependant à une vaste échelle. En effet, l'organisation transnationale La Via Campesina, établie dans 81 pays, a mis de l'avant son concept de souveraineté alimentaire par opposition à la sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire s'inscrit dans une logique d'auto-suffisance, d'agriculture respectueuse de ses producteurs, et avance le droit de chaque nation de maintenir et de développer sa propre capacité de produire sa nourriture de base, en respectant les différences culturelles et de production et le droit de produire sa propre nourriture sur son territoire, où le peuple peut et doit pouvoir décider de ses propres politiques agricoles. Elle contient donc le concept de sécurité alimentaire en soi, mais y ajoute un droit à l'autodétermination et une considération importante pour la provenance et la méthode d'obtention de la nourriture, concepts que la sécurité alimentaire ignore consciemment car poussée par le néolibéralisme américain encourageant le libre-échange par-dessous tout (Boyer, 2010). Malheureusement, l'impuissance relative des diverses organisations luttant pour une sécurité ou souveraineté alimentaire accrue demeure aujourd'hui un problème difficile à contourner. Les organisations locales, qui comprennent mieux le contexte agricole les entourant, manquent de moyens afin de s'organiser et de lutter, alors que les organisations internationales et transnationales sont mal équipées pour répondre aux pressions de Cargill, qui s'effectuent par des fusions dissimulées au public, un lobbying extrêmement puissant appuyé par le gouvernement américain, l'intégration verticale mentionnée plus haut et la domination de certains marchés agricoles.

Ainsi, une large part du rôle des organisations internationales se rapporte à une tentative d'éduquer les populations touchées sur la puissance et l'organisation d'entreprises comme Cargill et de diffuser un ensemble de normes agricoles d'auto-suffisance, de développement durable et d'auto-détermination des cultures pour les fermiers. Oxfam, GRAIN, la FAO et d'autres tentent ainsi d'éduquer, d'encourager et d'organiser les populations locales mais se heurtent aux différences conceptuelles entre communautés internationales et localités. Un exemple de ce type d'échec s'observe dans la tentative de La Via Campesina de diffuser le concept de souveraineté alimentaire au Honduras pour freiner les réformes agricoles néolibérales, alors même que les populations locales avaient intégré une logique d'auto-suffisance à leur propre concept de sécurité alimentaire, résultant en un échec de la lutte et à une absence d'organisation face à l'ouverture de la production agricole au libre-échange américain (Boyer, 2010). Finalement, les organisations et luttes locales et nationales ne tendent

qu'à ralentir l'implantation des structures d'exploitation de Cargill, l'entreprise contrôlant tous les niveaux de production économique et un capital politique et financier monstre, alors que les organisations internationales sont limitées par leur incapacité à ajuster leurs luttes au contexte local et par leur fragmentation qui réduit leur influence relative. Les grandes organisations, comme la Banque Mondiale et le FAO, ne répondent donc pas au besoin de changements structurels, et les solutions durables proviendront d'autres acteurs, ceux qui se trouvent aux marges les plus durement touchées par ladite structure.

Conclusion

Ainsi, en considérant la structure de Cargill et son rôle dans le maintien de structures d'exploitation qui encouragent l'insécurité alimentaire, c'est une critique du système néolibéral mondial actuel qui ressort. La recherche de la maximisation du profit et de la consolidation des parts de marché, indépendamment des conséquences négatives en découlant, n'est pas unique au secteur agricole. Il pourrait plutôt même être argumenté que Cargill et les autres entreprises utilisant des méthodes variées afin de consolider leur part de marché et leurs profits, que ce soit à travers l'intégration verticale parfaite, la participation aux marchés financiers ou le lobbying, ne font que répondre aux pressions du système économique et politique actuel de façon rationnelle. Ces entreprises sont en effet encouragées par les subventions conséquentes, les programmes politiques, la déréglementation ou l'absence de réglementation et la simple existence de possibilités non exploitées. Cela n'excuse aucunement l'indifférence souvent proférée face aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils sont en mesure de répondre. Dans le cas des entreprises de production alimentaire, il est cependant extrêmement difficile de punir des moyens qui sont employés par la majorité des grandes entreprises. Qui, après tout, peut de manière réaliste se passer de nourriture, ou espérer produire de façon autonome et indépendante une quantité et qualité de nourriture semblables à ce qui répond présentement à nos besoins tout en maintenant un niveau de vie semblable ? Il existe pourtant un danger futur réel au maintien du système de production agricole actuel, que ce soit au niveau de la sécurité en eau qui est largement dépendante d'une agriculture responsable ou bien de l'insécurité alimentaire causée par la dégradation de terres ou la disparition de fermiers travaillant dans des conditions respectables leur permettant d'assurer un niveau de vie décent à leur famille. Un changement est nécessaire, et devra être accepté par les pays occidentaux qui maintiennent cette domination des structures agricoles, de façon volontaire ou non, sans quoi ces derniers seront eux aussi touchés par de graves crises d'insécurité alimentaire et il sera alors trop tard pour intervenir de façon significative. La souveraineté alimentaire est peut-être cette piste d'action tant nécessaire, mais dans tous les cas, l'adoption d'une forme

d'agroécologie, qui encourage les cultures variées sur un même sol et la croissance de plants adaptés aux conditions et besoins locaux, ou d'agriculture responsable et non fondée sur une concentration de la production pour tirer avantage d'économies d'échelles dans la recherche de la maximisation du profit, devient de plus en plus urgente.

Biographie

Samuel Morneau est étudiant à la maîtrise en Science Politique à l'Université de Montréal. Il voue une passion particulière à l'Asie de l'Est et du Sud-Est, aux questions de relations de pouvoir, à l'économie politique et à l'inégalité d'accès aux ressources.

Références

- Banque Mondiale. 2020. « Prevalence of moderate or severe food insecurity in the population (%) », Banque Mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/SN.ITK.MSFI.ZS>.*
- Banque Mondiale, 2020. « Prevalence of severe food insecurity in the population (%) », Banque Mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/SN.ITK.SVFI.ZS>.*
- Boyer, Jefferson. 2010. « Food Security, food sovereignty, and local challenges for transnational agrarian movements: the Honduras case », *The Journal of Peasant Studies*, 37:2, 319-351.*
- Cargill. 2020. « Cargill Worldwide », Cargill, <https://www.cargill.com/page/worldwide>.*
- EcoNexus, 2013. « Agropoly – A handful of corporations control world food production », *Berne Declaration*, Zürich, Suisse, 18 pages.*
- Friends of the Earth Europe. 2017. « Agrifood Atlas Facts and figures about the corporations that control what we eat », Bartz, Dietmar (Dir.), Bruxelles, Belgique, 56 pages.*
- Hoffman, Beth. 2013. « Behind the Brands » dans *Oxfam Briefing Paper*, Oxfam International, 52 pages.*
- Holt-Giménez, Eric et Annie Shattuck. 2009. « The Agrofuels Transition. Restructuring Places and Spaces in the Global Food System », *Bulletin of Science, Technology and Society*, 29:3, 180-188.*
- Kneen, Brewster. 1999. « Restructuring food for corporate profit: The corporate genetics of Cargill and Monsanto », *Agriculture and Human Values*, 16: , 161-167.*
- Kneen, Brewster. 2002. *Invisible Giant: Cargill and its Transnational Strategies*. Pluto Press, London, 231 pages.*
- McMichael, Philip. 2009. « A food regime analysis of the “world food crisis” », *Agriculture and Human Values*, 26: , 281-295.*

Murphy, Sophia, David Burch et Jennifer Clapp. 2012. « *Cereal Secrets The world's largest grain traders and global agriculture* » dans *Oxfam Research Reports*, Oxfam International, 80 pages.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. 2019. « *The State of Food Security and Nutrition in the World* », Nations Unies, <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition>.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. « *Prevalence of moderate or severe food insecurity in the population, based on the Food Insecurity Experience Scale* », Nations Unies, <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/2.1.2/en/>

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. « *Prevalence of undernourishment* », Nations Unies, <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/2.1.1/en/>.

Our World in Data. 2020. « *Hunger and Undernourishment* », Oxford, <https://ourworldindata.org/hunger-and-undernourishment#how-many-people-are-undernourished>

Sojamo, Suvi et Elizabeth Archer Larson. 2012. « *Investigating Food and Agribusiness Corporations as Global Water Security, Management and Governance Agents: The Cast of Nestlé, Bunge and Cargill* », *Water Alternatives*, 5:3, 619-635.